

Nous retournerons à la terre

Les plupart villes françaises, et pas seulement les grandes métropoles régionales, sont devenues des espaces cosmopolites au sein desquelles se forment des indurations allochtones, comme des escarres sur un corps malade : c'est le communautarisme ; il s'accompagne d'une tendance au surdéveloppement urbain au détriment des campagnes ; les villes se transforment, ressemblent de plus en plus à ce qu'on appelle des villes-monde ; ville « multiculturelle », ville « multiraciale », ville « multi-ethnique », ville « multiconfessionnelle », ville soi-disant connectée mais déconnectée du monde réel, ville de plus en plus anonyme où tout le monde est de partout et de nulle part, comme New-York, modèle universel de la ville cosmopolite, capitale du *melting-pot* mondialisé, qui fait tant vibrer les apatrides de chez nous. On parle à ce sujet du Grand-Paris, du Grand-Lyon, du Grand-Marseille, etc. ; des espaces urbains tentaculaires dont l'extension semble ne plus connaître de limites tant en population qu'en immobilisation du sol, dont nul ne peut prédire jusqu'où le phénomène s'arrêtera.

On remarquera que par le passé, l'équilibre entre villes et campagnes était relativement harmonieux. La France n'a jamais eu, à vrai dire, d'immenses agglomérations urbaines comme dans les autres pays développés, à l'exception de Paris, Lyon, Marseille, et cependant elle a été longtemps le pays le plus peuplé du monde. Aujourd'hui, les villes françaises se développent sur le modèle anglo-américain, avec des hyper centres au milieu de concentrations pavillonnaires, d'immeubles d'habitations, de zones résidentielles, industrielles et commerciales immenses, lieux sans âmes qui ne sont rendus vivables que par l'échappatoire automobile, et la multiplication d'activités dites ludiques censées occuper les temps morts — le mot mort devant être pris, ici, au sens le plus strict de mort intellectuelle, spirituelle, morale — ; ces occupations ludiques, le plus souvent vides de sens, étant conçues pour consommer et consommer toujours plus ; consommer, on le sait, c'est consumer, brûler, c'est-à-dire se suicider par consommation lente pour oublier d'exister ; les concentrations urbaines reflètent de plus en plus l'extinction mentale des populations modernes limitées à la seule matérialité de leur existence.

Dans le même temps, on constate de la part des Français une certaine tendance contraire s'opposant à la force attractive de la ville, de plus en plus manifeste avec le temps : le retour à la terre ; un désir de ressourcement quasi fœtal à la glèbe des anciens ou des ancêtres, un besoin de fuir l'atmosphère citadine, sa violence latente, sa superficialité débilitante et ses multiples pollutions. On en parle souvent comme d'un phénomène, mais un phénomène encore relativement limité : on ne revient pas à la terre comme on la quitte ; on peut la quitter du jour au lendemain ; mais pour y revenir, il faut des années, déployer une conscience claire de sa décision et s'armer d'une volonté de pionnier... Toutefois, cette tendance existe et il faut se demander : retour à la terre, certes, mais dans quelles conditions, pour quel projet et comment ?...

Car le paysage de nos campagnes n'a plus rien à voir avec ce qu'il était jadis. Dans les soixante dernières années, la paysannerie d'antan a été anéantie au bénéfice exclusif d'une agriculture productiviste surindustrialisée et dépaysannisée ; cette transformation brutale, rapide, s'est faite au détriment des équilibres naturels environnementaux et humains. Un processus de désertification rurale agressif, violent, a frappé le monde des campagnes, qui s'est aggravé par la concentration des terres, des élevages, et par l'application de procédés mécaniques et chimiques en violation totale des lois les plus élémentaires de la nature et de la vie.

Les unités agricoles traditionnelles ont reposé durant des siècles sur l'agriculture familiale de type polyculture-élevage ; elles ont fait place en quelques décennies à des industriels de la terre pratiquant sans limitation aucune la monoculture intensive, avec tous les effets pervers que cela induit : stérilisation des sols, pollution des cours d'eaux, des nappes phréatiques, produits de culture médiocres, chimiqués, aux qualités organoleptiques parfois nulles et de faibles teneurs en principes nutritifs, appauvrissement des variétés culturales... Quant aux

fermes familiales, elles ont été rachetées à vil prix par des urbains pour être transformées en résidences secondaires, ou exploitées en hôtellerie de campagne, types gîtes ruraux, chambres d'hôtes, etc. Les communes rurales ou semi-rurales se sont transformées en promoteurs de tourisme local, en opérateurs de vacances... Adieu veaux, vaches, cochons ! Adieu traditions locales réservées désormais à la lèpre du tourisme de masse ! Adieu la paysannerie de terroir !...

Les terroirs de France, on le sait, sont des joyaux naturels et historiques formant dans leur ensemble un gisement patrimonial miraculeux, de nos jours exploité sans vergogne dans la seule perspective de rentabiliser le passé de nos aïeux. Le tourisme est devenu la nouvelle ruée vers l'or. Corps de fermes et villages ont été transformés, certes, parfois en lieux délicieusement coquets et fleuris pour donner une image glamour de la campagne, mais aussi trop souvent en villages Potemkine, offrant une image superficielle de carte postale dont est friand le bobo urbain, qui n'aime rien tant la campagne que vidée de ses paysans et de ses animaux de ferme. Comme les indiens d'Amérique, un bon paysan est un paysan mort.

On ne peut avoir une véritable idée de cette paysannerie française que si l'on se souvient que la France a été, d'abord et avant tout, une nation édifée sur les solides fondements de l'enracinement paysan. Il suffit de se promener sur nos routes champêtres, nos paysages bucoliques pour découvrir, au détour du chemin, un majestueux clocher qui annonce le village. Le territoire est maillé, constellé de ces communautés rurales qui ont fait la beauté, la grandeur, l'honneur de la France au travail, avec l'heureuse alliance de nos rois et des gens de la glèbe, réunis sous le signe de la Croix du Christ Jésus ; on ne peut faire quelques kilomètres dans un sens ou l'autre sans tomber sur l'une de ces bourgades ou hameaux tapis au pied de leur église, et cela d'un bout à l'autre du territoire. Le classique schéma trinitaire médiéval, église-village-château (celui qui prie, celui qui travaille, celui qui combat, la nécessité de vivre en sécurité ayant été une constante majeure dans le quotidien des populations locales), avec parfois le monastère ou l'abbaye et le remarquable travail foncier de leurs moines, a structuré durant plus de mille trois cents ans notre pays, jusqu'à la Révolution française, lui donnant au fil du temps une forme civilisationnelle équilibrée, dont l'immense héritage profite encore de nos jours et surprend même d'admiration le visiteur étranger.

Mais c'était compter sans la République laïque et maçonnique qui a de toujours méprisé le paysan et la paysannerie en général, et n'a eu de cesse de combattre cette corporation comme elle l'a fait de toutes les corporations artisanales ; comme elle l'a fait avec l'Église et la monarchie, comme elle le fait plus que jamais de nos jours avec la destruction de la famille et de l'identité nationale ; une corporation paysanne aussi solidement ancrée dans le passé et la tradition qu'attachée à sa terre, accusée d'être rétrograde, obscurantiste, superstitieuse, hostile au progrès, soumise à l'influence des prêtres, des moines, de l'Église, pour mieux la plier au progrès technique et aux lumières de la raison. L'Hallali du paysan avait sonné. Il sonna, en effet, au clairon et au pas de charge, dès les années 1960, les années gaulliennes, même si le processus était déjà largement avancé sous la IV^e République, avec pour objectif final de chasser définitivement les paysans de leurs terres par des moyens subtils de coercition, et les remplacer par des exploitants agricoles qui ne savaient pas encore — ou faisaient semblant de ne pas le savoir — qu'ils allaient être saisis à la gorge et asservis par les puissants lobbies de l'agro-industrie : les marchands d'engrais, de pesticides, de semences, de matériel agricole, agroalimentaire, la grande distribution, les banques, la technocratie agricole, l'énorme et étouffante administration de l'État français, je ne fais que résumer... La mort du paysan, le génocide paysan, mettaient à bas au seul nom du dieu progrès, le dieu matérialiste, le dieu de l'argent spéculatif, sans la moindre considération pour le passé, sans la moindre retenue prudentielle, sans la moindre intelligence réflexive, et en quelques décennies seulement, ce que la sagesse des hommes avait mis des siècles à édifier...

Cette tendance que l'on remarque pour un retour à la terre, un retour à la vie du pays, un désir d'opérer la reprise en mains d'une agriculture propre, dispensatrice de nourriture saine et équilibrée, mais aussi, plus profondément, un besoin de s'éloigner de la ville, de se réenraciner, de se réapproprier le lien charnel et organique qui unit l'homme à la terre ; d'autant que cette agriculture propre, cette nouvelle agriculture tient ses promesses, et se développe à partir d'approches scientifiques acquises dans la connaissance des sols et des multiples cycles du vivant, des connaissances que confirme la pratique expérimentale. Quand je dis agriculture nouvelle, je ne le dis pas au sens contraire d'une approche naturelle vieille comme le monde évidemment, mais au sens d'une prise de conscience urgente visant à sauver la terre des conditions mutilantes et contaminantes de l'agriculture productiviste moderne, touchée dans toutes ses spécialités, mais aussi la sauver de l'urbanisme brouillon et désordonné qui ravage les espaces naturels ; il s'agit donc de reconstituer les communautés rurales autour du village à partir des structures existantes, avec pour objectif, je dirais même pour mission, de récupérer les châteaux abandonnés ou semi-abandonnés en vue de recréer des ensembles domaniaux... Il s'agit également de rétablir la relation homme-nature par des pratiques culturelles appropriées, fondées sur la réalité biologique de la terre et des sols, dans un esprit général propre à retrouver les équilibres qui constituent ce qu'on appelle le système agro-sylvo-pastoral.

*

L'Enfer de l'agriculture traditionnelle a commencé dès les années 1950, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec l'application du Plan Marshall. Rappelons que le plan dit « Marshall » est un dispositif d'aide financière mis en place par les États-Unis pour aider à la reconstruction des pays européens. Les Américains voyaient un double intérêt dans ce soutien au relèvement de l'Europe : combattre l'influence de l'Union Soviétique-communiste qui avait trouvé une nouvelle légitimité politique dans son combat contre le nazisme, après la rupture du pacte Hitler-Staline ; d'où la période de Guerre Froide entre les États-Unis et l'Union Soviétique qui va durer jusqu'à l'effondrement du Mur de Berlin en 1989 ; mais surtout, surtout, les Américains trouvaient dans cet apport financier aux alliés un moyen de relancer leur propre industrie, en fournissant des biens matériels destinés à la reconstruction et au redémarrage des économies européennes ; comme quoi, pour les spéculateurs sans frontières, la guerre a du bon, le chaos constructif aussi, et ce n'est pas les banquiers qui s'en plaindront...

L'aide apportée à la France sera colossale et, on s'en doute, payée de retour, tant en termes de diplomatie qu'en terme d'allégeance à l'hégémonie américaine. C'est surtout l'agriculture qui va subir de plein fouet le choc du prétendu progrès promis par la mise en œuvre des méthodes industrielles de l'agriculture américaine fondées sur le productivisme à outrance, et la recherche d'objectifs de rentabilité maximum. Tout le reste, la prise en compte de l'environnement social et humain, des structures paysannes traditionnelles, des divers modes de culture, de la relation homme-nature, et des siècles d'expérience à travers les générations, devenaient du jour au lendemain obsolètes, rétrogrades, passéistes voire réactionnaires ; il fallait faire oublier de toute urgence la Corporation paysanne issue du régime de Vichy, qui eut pourtant le mérite — et peut-être le grand honneur !— de dissocier l'agriculture des normes industrielles productivistes ; toutes ces dispositions, qui avaient contribué à l'édification éprouvée de notre pays, étaient désormais interprétées par les nouveaux maîtres comme autant d'obstacles au dieu progrès, et devaient disparaître pour faire entrer notre agriculture dans l'ère de la modernité.

Dès la fin des années 1950, avec l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, sera mise en place la politique dite des structures définies par les lois d'orientations agricoles de 1960 et 1962 ; cette politique sera conduite par le Ministre de l'agriculture Edgar Pisani. La mise en œuvre toute technocratique de ces dispositions visait à augmenter la surface moyenne des unités agricoles en même temps que leur rentabilité, avec en point de mire leur intégration dans la politique agricole commune de l'Union Européenne (PAC) ; l'application brutale de cette

politique aura surtout pour conséquence d'accélérer la désertification des campagnes, la dépopulation et l'abandon des villages, la spécialisation et l'industrialisation des méthodes de production, au point d'accroître paradoxalement notre dépendance alimentaire de l'extérieur, sans compter les effets pervers sur l'environnement.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1954, on comptait 2,2 millions exploitations, représentant 5,1 millions actifs agricoles soit 27% des actifs totaux (source : Duby, Wallon 1977) ; 60 ans plus tard, on compte environ 500 000 exploitations représentant 1,5 millions actifs agricoles, soit 6% des actifs totaux. Que signifient concrètement ces chiffres ? Que la France — nation paysanne par excellence, rappelons-le — a cessé d'être auto-suffisante en matière de ressources alimentaires, autant en qualité qu'en quantité ; en cas de malheur, elle serait aujourd'hui incapable de subvenir aux besoins alimentaires de sa propre population, ou de faire face à une situation d'urgence telle qu'elle l'a connue lors de l'Exode de mai-juin 1940. Autrement dit, pour résumer, la population française, celle des grands centres urbains plus particulièrement, est potentiellement exposée à la famine, dans une époque troublée où tout peut arriver, même le pire.

*

Il serait trop long de développer plus en détail ce que fut l'évolution de l'agriculture durant les soixante années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Mais une petite anecdote en dit long sur l'une des facettes de cette évolution.

À l'occasion d'une journée consacrée à l'agriculture biologique qui se tenait dans un lycée agricole proche de mon lieu d'habitation, une publication spécialisée me sollicita pour faire un compte rendu de cette journée, marquée surtout par un cycle de conférences, les intervenants étant des personnalités nationales connues des milieux de l'agriculture biologique.

Le jour dit, déambulant dans le lycée, je tombe sur un groupe d'élèves désœuvrés, manifestement peu intéressés, voire pas du tout concernés, par ce qui se passait autour d'eux. « Alors, dis-je en les abordant, vous vous préparez à reprendre la ferme de vos parents ? » Pour toute réponse, j'eus droit à un éclat de rire général, et un élève de me lancer : « Ça va pas la tête ? » Sur la quinzaine de jeunes présents, trois seulement envisageaient de travailler dans la ferme familiale ; pour l'un, ce n'était même pas sûr ; l'unique jeune fille en présence se préparait à l'élevage des chevaux. En réalité, la plupart de ces élèves se formaient pour des activités para-agricoles diverses dans l'industrie agro-alimentaire, l'Administration, le tourisme vert, etc. Ils se préparaient à faire carrière, c'est-à-dire, pour nombre d'entre eux, à devenir fonctionnaires... Sur le coup, je me suis demandé si je ne les avais pas injuriés en évoquant l'éventualité quelque peu naïve de devenir agriculteurs... Il est vrai que la perspective d'un plan de carrière soutenu par l'État est plus alléchante que de se courber pour travailler la terre. C'était le nouvel état d'esprit du moment.

Il ne faut pas s'étonner s'il y a aujourd'hui, dans l'Administration publique et le para-agricole, plus de gens pour s'occuper de la terre que pour la cultiver. Il ne faut pas s'étonner non plus si pour lutter contre la désertification et faire face à l'abandon des habitats locaux, de nombreuses communes rurales en sont venues à exploiter les attraits de leur situation géographique et patrimoniale, et ont développé des activités ludiques pour attirer citadins, touristes, vacanciers, retraités, en recherche de dépaysement et de ressourcement avec la nature. L'agriculture était devenue, le plus souvent, une activité locale secondaire abandonnée à l'exploitation industrielle, où le paysan n'avait plus sa place ; pour faire ancien, authentique, on lui a substitué un paysan de dépliant touristique, mais le paysan de chair et d'os avait disparu...

*

Un autre fléau tout aussi sournois menaçait les campagnes et se répandait comme la vérole sur le visage d'une jolie fille : le mitage des paysages, et surtout l'artificialisation des espaces

naturels. Certes, quand un vacancier prend l'autoroute, le ruban se déroule sous ses yeux à travers de magnifiques paysages, parfois des panoramas à couper le souffle, mais il ne voit pas les agressions que subit la nature au-delà de la pollution générale : l'emprise du béton et du bitume sur les terres saines, cultivables. Par surface agricole artificialisée, il faut entendre le contraire de ce qu'on appelle la surface agricole utile ou SAU.

D'après des statistiques datant du début des années 2000, La France possède 27 millions d'hectares de surface agricole utile hors forêts et espaces boisés, dont 19 millions de terre arable. La surface agricole artificialisée a augmenté depuis 1960 de 3,4 millions hectares ou 34000 km², soit l'équivalent de 6 départements de surface moyenne ; ou pour mieux visualiser le rapport, cela fait quatre fois la surface de la Corse. Autrement dit l'équivalent de quatre fois la Corse en terres agricoles des plus propres à la culture, des plus fertiles, a été emprisonné à jamais sous les constructions, l'extension des villes, l'urbanisation à la va comme je te pousse : zones côtières, zones industrielles, lotissements résidentiels, un bâti parfois isolé et anarchique qui tient le plus souvent à l'éparpillement, à l'émiettement des structures communales qui étaient adaptées aux communautés locales d'antan, puis les routes, les autoroutes, les lacs artificiels, les aéroports, les nouvelles lignes SNCF, dont le TGV qui a raviné des milliers de kilomètres de sol cultivable, etc. Une véritable lèpre qui se répand sur cette peau superficielle et fragile qu'on appelle la terre, et que rien ne semble vouloir freiner.

Les campagnes ont été victimes et réellement blessées par un progrès matériel mutilant mettant en danger les espaces naturels, au mépris le plus total de leur fragilité, particulièrement de la couche d'humus (1), de ce complexe vivant dit argilo-humique, la matrice d'où jailli cette fulgurante explosion de floraison qu'est notre planète, lui donnant ce cachet si particulier qui en fait, jusqu'à preuve du contraire, une exception dans l'Univers. Comme je l'ai dit, on ne revient pas à la terre comme on la quitte ; cela exige un engagement réfléchi, volontaire, déterminé, puis une longue préparation à un autre genre de vie rompant totalement avec l'atmosphère névrotique et schizophrène de la vie citadine ; une adaptation entrecoupée de formation, et un engagement impliquant la prise de responsabilité à deux. Et c'est là que se pose la question de la reconquête des campagnes, qui ne peut s'accomplir que par un positionnement clair et déterminé de la femme et de l'homme dans ce duopole que forme le couple.

*

Durant plus de soixante-dix ans, la ville a aspiré les populations jeunes des campagnes trouvant plus d'avenir dans l'industrie, le commerce, la fonction publique, que dans la ferme familiale. Les enfants des paysans de jadis iront grossir les concentrations urbaines, avides de main d'œuvre issue des campagnes tout d'abord, puis de nos anciennes colonies, avant qu'on ouvre les frontières à la « misère » du monde entier, et que l'on fasse de la France un bureau d'aide sociale universel à des fins purement politiciennes. Toute la politique républicaine sera organisée en ce sens, avec une accélération dès les années post soixante-huit.

Aujourd'hui, les villes sont de monstrueux agglomérats urbains ne cessant d'enfler, de s'étendre, comme une marée montante que rien n'arrête ; au moment où je rédige ces lignes, la population française serait de l'ordre de 65 millions d'habitants, estimation approximative puisqu'on ne fait pas de recensement ethnique des populations allogènes. Pour certains futuristes, manifestement sous narcose, la France ne serait qu'un triste désert qui devrait compter 130 millions d'habitants, soit le double de la population actuelle, pour se mettre à hauteur de nos grands voisins en termes de densité au km². Ou comment organiser l'Enfer sur terre : le diable a des demeures où plus on est de fous, plus on rit. Pourquoi pas un Paris à 30 millions d'habitants ? Ce qui n'est pas une vue de l'esprit si l'on en juge par le projet du Grand-Paris... Paris qui est en train de passer, hors quartiers réservés, du statut de Ville Lumière à celui de ville poubelle cosmopolite dans une France moribonde, un pandémonium à l'odeur de soufre nous rapprochant des flammes éternelles.

J'ai parlé de l'esprit de la ville, je devrais préciser : l'esprit décadent de la ville ; les municipalités sont devenues des entités fonctionnelles destinées à gérer le vide existentiel des citoyens ; seuls les monuments anciens, pétrifiés dans leur beauté hiératique et dominant les tracés historiques, confèrent encore un semblant de chaleur humaine au cœur de la cité ; tout le reste est béton — traduction architecturale dans les trois dimensions de la modernité hideuse, alliée à l'universelle médiocrité du monde moderne ; les habitants de cette ville moderne, coulée dans des architectures oscillant entre le clinquant tape-à-l'œil et le fonctionnel psychogène, apparaissent de plus en plus comme des animaux en cage, au surplus névrosés et loin de leur état naturel ; sous l'effet d'un communautarisme allogène ethniquement dissolvant, et d'une météquisition vulgaire des esprits qui tend à dissoudre le véritable esprit français, ils sont devenus comme étrangers à leur propre pays ; ils sont de plus en plus coupés de leurs racines et vivent déconnectés des réalités dans un monde tant hors-sol que hors-ciel, tant artificiel que superficiel ; après avoir rejeté leurs ancêtres, passé par-dessus bord les valeurs morales et spirituelles qui édifient l'homme, qui construisent sa destinée, ils ont cédé aux effets d'un matérialisme déshumanisant qui, lui, pollue l'esprit autant que l'environnement, et dessèche l'âme : ils ne savent plus à quoi se raccrocher, sinon de se laisser dominer par la recherche obstinée de l'argent facile et de ses fruits pourris : le sexe, la drogue, l'alcool et autres dérivatifs morbides... Il ne faut pas s'étonner de toutes les déviances et autres dégénérescences intellectuelles et morales qui frappent notre société moderne, et sont source d'un mal-être général que compense à peine la soif de posséder, de consommer, d'accumuler des biens matériels, de courir après la vie facile, la reconnaissance sociale, etc. La ville rend malade, la ville rend fou ; elle salit l'âme, le cœur et l'esprit...

Dès lors, on comprend mieux cette tendance d'un retour à la terre, mais d'une authentique réimplantation qui n'a rien à voir avec les fantasmes et les délires de certains urbains enrichis, de ces bobos qui voient dans nos terroirs et nos provinces, débarrassés du monde paysan et de ses animaux, de simples décors naturels au service de leurs thérapies estivales. Dès lors, on perçoit mieux également le contraste flagrant entre ville et campagne, la ville ou flotte cet épouvantable atmosphère de décadence que reflète l'avachissement anthropologique de notre société à travers la corruption des mœurs sociales et politiques, et qui se manifeste clairement par l'effondrement du monde culturel, économique, financier, prélude à l'anarchie et au rejet de plus en plus marqué des Français de ce qu'on appelle la République abusivement dite « Française ».

*

Je termine par cette anecdote en guise de leçon. C'est un reportage vidéo faisant partie d'une série télé intitulée *Les routes de l'impossible*. Nous sommes au Népal, non loin de l'Everest. Équipé d'un combi de type Jeep ou Mercedes ayant visiblement souffert des routes approximatives du pays, un chauffeur s'apprête à prendre le volant. Le trajet est simple : il s'agit de relier un village, dont je ne saurais dire le nom, à un autre village du nom de Jumla ; distance : 350 km ; durée du trajet : deux à trois jours. Si tout va bien. En fait, Jumla n'est pas un village mais un district ; on en parle comme d'un village, probablement pour la simplicité du nom.

C'est le moment du départ. Le chauffeur, un jeune homme de vingt-cinq ans, plutôt joyeux et dynamique, a chargé sa cargaison. Deux paysans du coin se présentent à lui. Ils demandent s'il peut les prendre dans son combi et les déposer en route. Ils sont visiblement âgés, ont l'air de clochards, avec sur la tête une sorte de turban noué en pointe, et un lourd barda sur le dos. Ils appartiendraient à une tribu locale vivant dans les bois, hors du temps et du monde. Le chauffeur hésite un instant, puis accepte : il craint que refuser lui porte malheur ; vu l'état et les dangers de la route, il a besoin de toute la protection des divinités locales.

Le décor de la route est des plus rustiques. Chemin de montagne, aucun revêtement, juste le passage... Si le véhicule se déporte trop à gauche, il heurte la montagne ; s'il se déporte trop à droite, il tombe dans le vide, mille ou deux mille mètres plus bas ; et en plus il risque à tout moment de prendre un bloc de pierre se détachant de la montagne. Pour dépierrer les passages

difficiles, le chauffeur a pris avec lui un jeune éclaireur ; le garçon a pour rôle de dégager les pierres au fur et à mesure de l'avancée du véhicule. Et tout cela pour quelques euros à peine.

Les montagnes sont hautes, vertigineuses ; à un moment, on aperçoit un sommet culminant à plus de 6500 m ; il paraît tout proche. Le soir venu, ils s'arrêtent dans un estaminet au bord de la route. Les quatre occupants du véhicule s'installent pour le repas. Curieusement, si le chauffeur et les paysans parlent la même langue, ils ne se nourrissent pas de la même façon. Le chauffeur les encourage : « Allez-y, goûtez le riz », leur dit-il. « C'est bon... Il est meilleur que le Basmati indien. » — « Le Basmati est bon aussi », dit le jeune acolyte. — « Il faut manger des légumes », reprend le chauffeur. « C'est bon, les légumes... C'est bon pour la santé. » Les papys mangent sans trop rechigner, tandis que le chauffeur poursuit : « Pourquoi vous n'habitez pas la ville, dans une maison ? C'est bien une maison, vous savez... Moi, j'habite une maison ; vous seriez mieux que dans la forêt... » Le chauffeur est plein de préventions pour ses deux passagers. Déjà au départ, il s'inquiétait de les voir vêtus d'une simple chasuble, alors que lui portait une doudoune : « Vous ne craignez pas d'avoir froid ? Il fait froid là-haut... », leur disait-il. Manifestement ses bons conseils, qui portaient d'un bon sentiment, commençaient visiblement à agacer les papys. Le moins âgé des deux, celui qui parlait, prit le temps de finir une bouchée de riz avec ses doigts, s'essuya les babines du revers de la main, fit tomber quelques grains de riz accrochés à son barbichet, puis, de sa voix posée, répondit à son jeune vis-à-vis : « Je vais te dire une chose : tu gardes ta maison, et nous, nous gardons nos forêts. »

Le jeune chauffeur partit d'un grand éclat de rire : il avait compris le message. Je ne suis pas sûr que les petits-enfants des papys eussent apporté la même réponse. Cela n'empêchera pas le chauffeur, décidément en veine d'égards pour les papys, de s'inquiéter d'eux au moment de les déposer en pleine nuit, quelque part dans la montagne, à trois ou quatre mille mètres d'altitude : « Vous êtes sûrs que c'est là ? » — « Oui, oui, c'est là. » — « Vous en êtes sûrs ? C'est bien là ? » répète-t-il en arrêtant le véhicule. — « C'est là. » confirme l'un d'eux.

J'ignore tout des mœurs et coutumes des habitants du Népal, mais il n'est pas inutile de retenir cette petite leçon d'humilité et de recadrage qui nous arrive des hommes les plus isolés du monde, et des hauteurs majestueuses de l'Himalaya. (2018)

1. L'humus est la couche superficielle du sol formée par la décomposition des matières organiques mélangées à la matière minérale provenant de l'usure de la roche-mère ou argile ; ce composé d'argile et de matières organiques forme ce qu'on appelle le complexe argilo-humique. C'est à proprement parler la terre, telle qu'on la saisit à même le sol dans la main. L'humus, terre saine et féconde, est un milieu extraordinairement riche de vie foisonnante composée essentiellement de micro-organismes, bactéries, champignons, moisissures dans un environnement électro-actif ; il est le siège d'une faune nombreuse constituée d'organismes vivants dont le plus connu est le ver de terre, véritable machine animale à drainer, forer et aérer le sol, tout en l'enrichissant de matières organiques décomposées ou de matières minérales assimilables (métabolisées). Quand l'humus tend à disparaître du sol (surexploitation, érosion, lessivage, vent), on dit que la terre blanchit (brun clair) : elle durcit, se compacte, réclame de plus en plus d'intrants chimiques et d'arrosage en compensation ; quand l'humus tend à se reformer, on dit que la terre brunit (brun foncé) : la terre devient plus grumeleuse, humide, légère, aérée et reprend vie. L'humus, un film à peine discernable en proportion des dimensions terrestres, nourrit et supporte cependant, au rythme des saisons, toute la vie végétale et animale de la planète. Il n'est pas inutile de savoir que le mot *humus*, terre en latin, a donné deux doublets : le mot *humide* (imprégné d'eau, de liquide), mais aussi *humilité* (*humilitas*), qualité de celui qui a les pieds sur terre, qualité des gens de bon sens, proches du sol et des réalités simples de la vie (évoquant la vie du véritable paysan imprégné de la relation mystique qui unit le ciel et la terre, mais aussi celle qui unit le religieux à Dieu). Autrement dit, à l'inverse de la ville, la terre rend HUMBLE.
